

## IDÉES

**Concours : « Diversifier les profils et “démocratiser” les recrutements sans remettre en cause les principes républicains mais en les renforçant »**

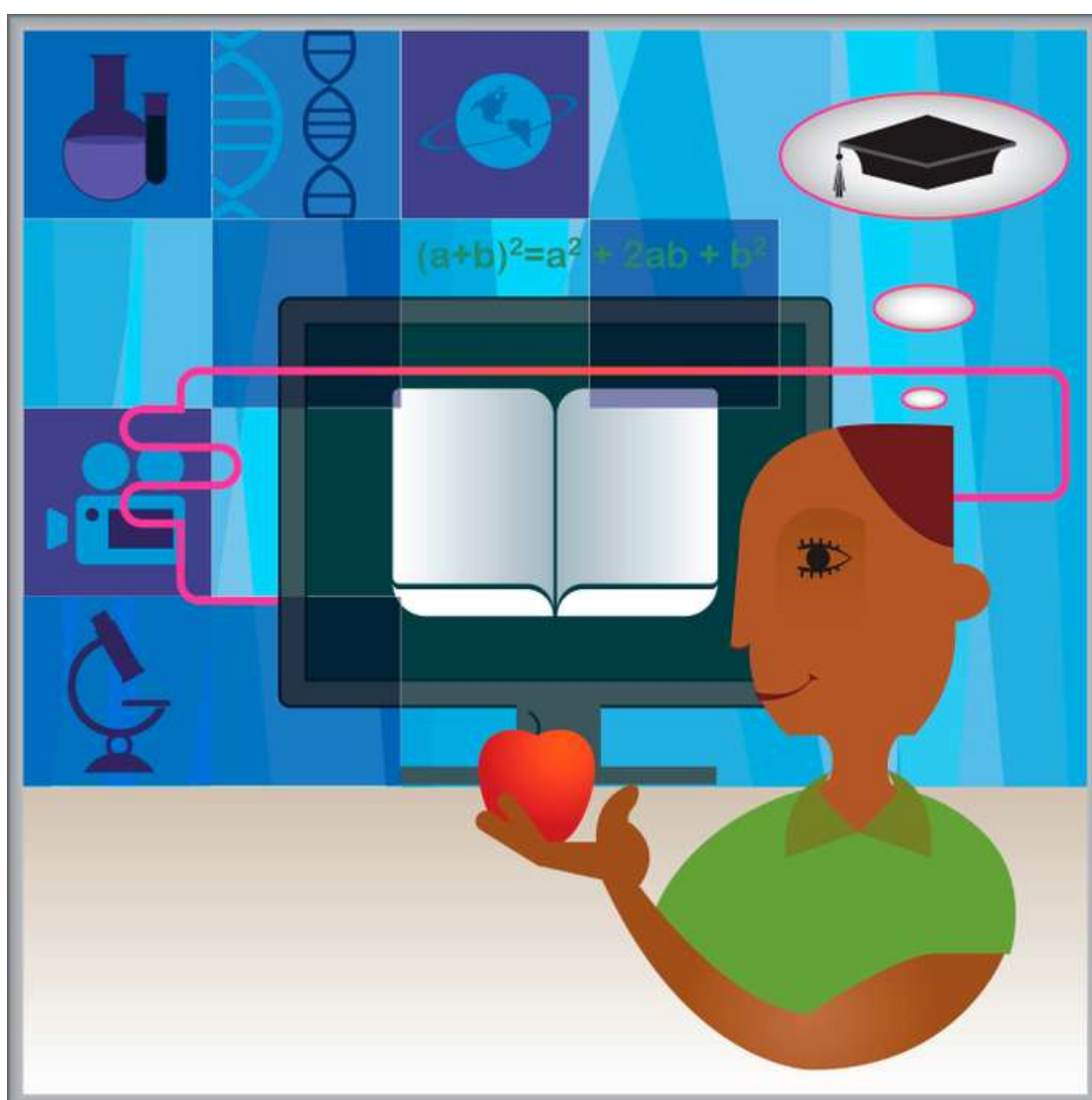
## TRIBUNE

## Collectif

Plutôt que de « supprimer l'ENA », l'ouverture des « formations d'élites » à des publics plus divers doit passer par la reconnaissance d'autres compétences dans les concours d'entrée, plaident dans une tribune au « Monde » les participants à l'Institut de l'engagement

Publié aujourd'hui à 06h00 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



« Depuis 2012, 3 500 jeunes sont devenus lauréats de l'Institut de l'engagement ; 700 de plus le deviennent chaque année. Deux tiers, soit 2 300, ont repris une formation, les autres choisissant l'accès direct à l'emploi ou la création de leur propre projet »  
PhotosIndia / GraphicObsession

**Tribune.** Supprimer l'ENA ? Changer nos élites ? Le débat actuel a ouvert grand la porte aux envies de bousculer la formation de la jeunesse. Concours difficiles d'accès, esprit de compétition et de classement, barrières sociologiques insurmontables, reproduction sociale et entre-soi : un big bang est nécessaire. Pendant longtemps, on a cru que le concours était l'indépassable garant de l'idéal républicain d'égalité. On a mis beaucoup de temps à se rendre compte que le concours pouvait lui-même entretenir la reproduction des élites ou écarter insidieusement une partie des jeunes, en fonction de leur origine sociale, voire ethnique.

De ce constat certains déduisent qu'il faut introduire des discriminations positives au sein des concours existants, voire supprimer les écoles dont les concours se révèlent si peu ouverts. Il existe pourtant une voie pour répondre rapidement à cette nécessité de démocratisation, pour résoudre ce problème sans détruire, sans renoncer à nos principes républicains, sans tomber de Charybde en Scylla.

**Lire aussi | [Le doctorat, un diplôme qui ne tient pas toutes ses promesses](#)**

Le changement de paradigme passe par la mise en avant d'autres valeurs, celles de l'engagement. L'esprit d'entraide, de solidarité, de coopération doit pouvoir compter tout autant qu'une bonne note en maths. Il faut faire évoluer l'accès aux formations les plus prestigieuses et diversifier les profils de ceux qui exercent des responsabilités. Cette voie a été ouverte discrètement mais solidement par l'Institut de l'engagement et les 150 établissements d'enseignement supérieur qui en sont partenaires. De quoi s'agit-il ?

## Valoriser l'engagement

Pour valoriser l'engagement, l'Institut a créé un concours ouvert à tous les jeunes qui ont effectué leur service civique ou un bénévolat soutenu, mais c'est un concours sur les projets, sur les motivations, sur les parcours. Il a été reconnu, avec le soutien de la Conférence des présidents d'université et celui de la Conférence des grandes écoles, comme l'équivalent de leur admissibilité par des établissements aussi divers que huit instituts d'études politiques (dont Sciences Po Lille), des écoles de management (dont l'EM Lyon, Audencia, Skema, ESCP-Europe, TBS, GEM), des universités (dont Paris-Nanterre).

**Lire aussi | [Peut-on faire du « grand oral » du bac un levier d'égalité des chances ?](#)**

L'Etat lui-même a reconnu cette équivalence par des arrêtés ministériels, pour l'accès aux formations des instituts du travail social. Tous ces établissements ouvrent leurs portes à des jeunes qui ne sont pas passés par les voies traditionnelles : ils viennent d'autres horizons culturels, d'autres origines sociales et ont souvent pris des chemins de traverse dans leur parcours scolaire. Et c'est tant mieux !

Car leur potentiel s'est révélé plus tard ou autrement, ce que ne favorise pas le système de formation tel qu'il est aujourd'hui pensé et organisé. Dans le monde actuel, il faut désormais considérer que s'engager comme volontaire ou bénévole est une formation comme une autre, y compris une classe préparatoire. Une classe prépa qui ne reposerait pas sur l'esprit de compétition et l'entre-soi, mais développerait la coopération et la mixité sociale.

Ces jeunes ne rentrent pas par « piston », ni au terme d'un processus subjectif. Ils ont passé de vraies épreuves, mais sur des critères différents, qui ne discriminent pas la diversité de leur parcours et de leur origine. Une fois admis dans ces cursus, ils sont soumis au même parcours que les autres élèves ou étudiants, et ils réussissent. 92 % d'entre eux franchissent avec succès la première année, et leurs taux de réussite n'ont rien à envier à ceux qui sont passés par la voie « normale ».

## Adaptation du principe républicain du concours

On pourrait dire qu'ils sont ensuite des diplômés comme les autres, à ceci près qu'ils sont plus nombreux à garder un engagement associatif, à exprimer un goût marqué pour l'intérêt général et l'envie de rendre à d'autres jeunes et à la société tout entière ce que leur ont apporté leur service civique, leur bénévolat et l'Institut de l'engagement.

Cette nouvelle voie ne remet pas en cause le principe républicain du concours, mais il l'adapte en tenant bien mieux compte de l'ensemble des aptitudes, de la personnalité, de ce qu'on appelle aujourd'hui les « *soft skills* » ou compétences comportementales. Ce concept, parfois flottant, prend ici toute sa force.

**Lire aussi | [Frédéric Thiriez : avec la fin de l'ENA, « l'idée est de supprimer la mentalité “grands corps” »](#)**

Depuis 2012, 3 500 jeunes sont devenus lauréats de l'Institut de l'engagement ; 700 de plus le deviennent chaque année. Deux tiers, soit 2 300, ont repris une formation, les autres choisissant l'accès direct à l'emploi ou la création de leur propre projet. Ils sont bien plus souvent issus de milieux modestes que les autres élèves.

La porte est donc d'ores et déjà entrouverte. Elle peut s'ouvrir bien plus largement. 700 jeunes par an pourraient devenir 7 000 ou 10 000 à brève échéance. Cette expérience, ce succès existent. Ils sont portés par une association. Rien de plus facile que d'en faire une politique publique et de le faire vite, au moment où tout le monde souhaite que peu de temps s'écoule entre les annonces et les réalisations.

**Lire aussi | [Frédérique Vidal : « Il faut réfléchir à de nouvelles voies d'entrée dans les grandes écoles »](#)**

Ainsi, les pouvoirs publics pourraient faire d'une pierre plusieurs coups. Montrer la valeur qu'ils attachent à l'engagement au moment où celui-ci est promu dans la jeunesse. Diversifier les profils et « démocratiser » les recrutements sans remettre en cause les principes républicains mais en les renforçant. Réintroduire la mixité sociale à tous les niveaux, dans tous les domaines, y compris là où elle est peut-être la plus nécessaire : dans la haute fonction publique.

Début juillet se tiendra le premier « campus de l'engagement ». Décideurs d'entreprises et lauréats de l'Institut de l'engagement s'y croiseront. Les uns seront majoritairement issus des voies d'excellence traditionnelles, les autres d'une nouvelle forme de méritocratie républicaine. La querelle des anciens et des modernes ? Bien au contraire : ce campus sera un lieu de construction de nouvelles solutions. Et la preuve que ces nouvelles voies ont de l'avenir.

¶ **Jean-François Balaudé** est président de l'université Paris-Nanterre ; **Isabelle Giordano** est présidente de Cinéma pour tous ; **Martin Hirsch** est président de l'Institut de l'engagement ; **Pierre Mathiot** est directeur de Sciences Po Lille. Tous les signataires sont membres du conseil d'administration de l'Institut de l'engagement.

## Collectif